Numéro 156

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MAI - JUIN 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°156
Vol. 1
Mai - Juin 2026

SOMMAIRE

- Bonard Henri Bamfumu Musasa, Dieudonné Musa Alkpo et Maurice Bura Pulunyo Cajetan, *Conceptions de l'évaluation des apprentissages chez les enseignants de l'Université de Kinshasa*……1
- Patrick Lumumba Yodi-Shembo, *L'ambiguïté stratégique : une prospective stratégique et pragmatique pour la stabilité nationale de la RD Congo*……10
- Oscar Lowenga La Wemboloke, Philomène Nyabakele Nyamumbay, *Ngombe : une communication traditionnelle exécutée pendant le deuil chez les Libinza* ……18
- Jean-Paul Lumvutu Mandiangu, *Réflexion sur l'Afrique dans les relations internationales contemporaines*……28
- Derrick Kambale Mulyata, *La régulation de la vie politique : une compétence controversée en RD Congo*...43
- Claudine Muyala Tayaye Bibi, *The Features, Types, and Impact of Violence against the Women in One Man, One Wife: A Femino-Formalist Approach*……..49
- Eric Yemweni Mayala, Henry Limbaka Bofolo et Ben Tshitenge Lwendu, *Les biais cognitifs dans la réception des messages politiques : comment les préjugés et les croyances préexistantes des électeurs influencent-ils leur interprétation des messages politiques en RDC ?*……..58
- Fidèle Mokemba Mabate, *Incidence du e-marketing sur les performances commerciale et financière des entreprises de télécommunication en République Démocratique du Congo*……..70
- Naomie Ndombele Naomie et Simon Muamba Tshilumba, *Le contrôle des établissements en RD Congo : contrôle par les organes tels que le Parlement, l'IGF et la Cour des comptes*……76
- Matthieu Manga Kalota, *Mise en œuvre des immunités d'exécution en droit congolais : entre la souveraineté des personnes publiques et protection des créanciers*……84
- Jules Kudibomba Mukengeshayi, *La déclaration de soupçon dans la lutte contre le blanchiment des capitaux : analyse critique et perspectives de réforme en RD Congo*……91
- Blaise Osongo Mbeke et Albert Talonga Omamu, *La régulation administrative de l'environnement en République Démocratique du Congo : entre inflation normative et effectivité limitée*……100
- Emmanuel Olongo Makwaya, *Analyse critique de l'article 77 de la loi relative aux marchés publics en RD Congo : application effective des peines doublées ou aggravées pour les infractions commises à l'occasion de la passation des marchés publics*……108
- Simon Asikuwo Basobee, *L'exécution des cahiers des charges par les coopératives minières artisanales dans la province du Haut-Uele : entre injonction normative, gouvernance locale et déficit de développement communautaire*…….....114
- Horly Mbula Mubiala et Raymond De Bouillon Manasi N'Kusu Kaleba, *La protection judiciaire de l'enfant en conflit avec la loi à l'épreuve de la cybercriminalité en République Démocratique du Congo*….126
- Valentin Okito, *Prudence financière et risque de faillite des petits commerçants en contexte d'économie informelle : analyse empirique au marché central de Lodja (RDC)*……133
- Fabrice Osomba Emongo, *Allongement de la vie active et son incidence sur la longévité des agents de carrière des services publics de l'État en fin de carrière*……...141
- Paix Eljoie Kabila Muana Kabila, *Réforme de la fiscalité minière pour une meilleure protection des droits humains en droit positif congolais*……..149
- Félix Oyema W'Oledi, *Paradoxe entre le recrutement sur concours et la loyauté dans le recrutement des agents de métiers de la Direction de l'Intendance à la Présidence de la République*……156

- Mike Bola Malumalu, *La garantie locative en République Démocratique du Congo : fossé entre la loi et la réalité. Analyse des dispositions légales et des pratiques effectives dans le secteur locatif*……...162
- Elodie Kikalulu Lumengu, Victorine Ilunga Lukengo et Patience Kimvula Ya-Malosa, *Genre et choix de la filière d'étude : analyse de quelques stéréotypes. Étude menée auprès des élèves de quelques écoles de la sous-province éducationnelle de Mont Ngafula I*……171
- Henry Nzomba Kaheno, *Analyse critique de la définition légale de la taxe carbone en République Démocratique du Congo : une modalité de tarification inadaptée au contexte des pays en développement*…178
- Andy Muleka Mulumba et Patrick Kadima Ntekesha, *Les droits successoraux du conjoint survivant en droit positif congolais : effectivité ou ineffectivité*……185
- Yves Madi Lubuese, *La bonne foi dans le contrat d'assurance congolais : analyse de l'obligation de sincérité du souscripteur et de loyauté de l'assureur*……194
- Maurice Kanyama Mudishi, *Le contrôle de la Cour de cassation sur la violation de la loi en matière civile : entre sanction du juge du fond et unification du droit en RD Congo*…….200
- Bonny Awazi Imili, *Itinérance territoriale en République Démocratique du Congo : défis et contraintes d'une gouvernance de proximité*……..210
- Benjamin Tshimanga Musangu, *Mécanismes de sécurisation des investissements dans les sociétés commerciales : cas de la Société à Responsabilité Limitée*……217
- Carlos Nkonika Kasongo, *La répartition des compétences fiscales entre le pouvoir central et les provinces en droit congolais : complémentarité ou conflit ? Cas de la DGI et de la DGRK*…….223
- Marie-Thérèse Wangoie Mukalay et Evariste Kimwanga Mayuba, *Gouvernance de proximité et contrôle parlementaire en RD Congo : analyse des contraintes fonctionnelles de l'Assemblée provinciale du Tanganyika*…….....229
- Nicole Nsambi Mpia et Alphonse Benza Kongawi, *Gestion transfrontalière des eaux dans le bassin du Congo : défis et stratégies pour la République Démocratique du Congo*……236
- Gaël Abala Sheta et Emmanuel Kikanana Maguganduga, *Climat des affaires et attraction des investissements en République Démocratique du Congo : défis et perspectives*……...243
- Anselme Busha Hong, *La présomption de constitutionnalité et le régime des lois organiques dans la Constitution du 18 février 2006*…….249
- Nassy Mutunga Nassy, Jonathan Enguta Mwenzi et Eustache Banza Nsomwe-A-Nfunkwa, *Construction identitaire et qualité de vie des adolescents placés dans quelques orphelinats de la ville de Kinshasa*……..256
- Justin Lokinu Lokonganyoy et Lambert Ekanga Okoka, *Entre contrôle administratif et accompagnement pédagogique : impact de l'inspection sur le développement professionnel des enseignants dans les écoles secondaires publiques de la sous-division Lodja 1 (RD Congo)*……...262
- Dynat Odimba Djanga, *L'effectivité du droit à l'éligibilité en RD Congo : entre reconnaissance formelle et restrictions pratiques*……..267
- Give Nkwimi Mpelemba, *Motivations sous-jacentes à l'utilisation de l'intelligence artificielle par les étudiants de l'Université de Kinshasa*……274
- Arnold Mukiele Meya et Pierre Ndayi Ndayi, *Entre foi et politique : l'Église catholique comme acteur clé de l'accompagnement électoral et de la stabilité démocratique en RDC*…….283
- Dominique Musenga Biaya, *L'apport de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dans la consolidation de la démocratie en Afrique*…….....287
- Jonas Lingwambi Ntsebe, *La vocation successorale de l'enfant adoptif : remède ou malaise aux droits de l'enfant en République Démocratique du Congo*……293
- Mado Muke Lumaswa, *Le diagnostic de temps dans un établissement d'enseignement supérieur et universitaire : étude menée à l'Université de Kinshasa*……...301
- Albert Ngongo Enyungu, *La CENI et la responsabilité des crises post-électorales en RD Congo*…….309
- Yannick Mbombo Ngusu, *La décentralisation et la gouvernance publique en RD Congo : enjeux et défis de la création de la fonction publique provinciale et locale dans la province du Nord-Ubangi*……313

- Arnold Mukiele Meya, *Le rôle de l'Église catholique dans l'accompagnement des processus électoraux congolais : enjeux diplomatiques et défis démocratiques*……318
- Léonie Momat Tshomba, *Pour une égalité de traitement des travailleurs domestiques en République Démocratique du Congo : plaidoyer pour l'uniformisation des droits et avantages sociaux*……324
- Vano Omonombe Onatoto et Ferdinand Zagabe Zihalirwa, *Justice transitionnelle : lutte contre l'impunité en République Démocratique du Congo*…….....338
- Emery Mbengele Mbengele, *Officialisation de la polygamie en RD Congo : une nécessité ou une déstabilisation du foyer conjugal ? Analyse des articles 40 de la Constitution du 18 février 2006 et 330 du Code de la famille révisé*……...345
- Jocelin Pelenda Zi Makonda, *Abus de majorité et abus de minorité dans l'espace OHADA : efficacité des sanctions et rôle du juge commercial congolais*……...352
- Guy-Aimé Ngbo Vungbo et Jiresse Kwidemba Maganga, *Le mandat parlementaire à l'épreuve de l'infidélité à travers la suppléance clanique et le droit de retour prévu à l'article 110 de la Constitution*……356
- Ephraim Kabulu Mulumba, *L'immunité d'exécution des établissements publics et les droits des créanciers*……365
- Bernard Pyrrha Lutonadio Nzau Lufuma, *La recherche scientifique en République Démocratique du Congo : contraintes structurelles, gouvernance institutionnelle et perspectives de revitalisation*……..371
- Ben Tshimanga Benjamin, *Le pouvoir de l'employeur en matière de licenciement pour faute lourde*……..381
- Weedy Wingenga, *Simon Kimbangu, acteur stratégique des relations internationales : quel héritage pour le pouvoir de la RDC ?*……390
- Samuel Maitre Dimuene Paku Diasolwa, *De l'impact avéré de la procédure de cassation sur la prise à partie ou le phénomène de la "cassationisation" de la prise à partie en droit congolais*……..395

ENTRE CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE :

impact de l'inspection sur le développement professionnel des enseignants dans les écoles secondaires publiques de la sous-division Lodja 1 (RD Congo)

par

Justin LOKINU LOKONGANYOY

Chef de Travaux à l'Université de Lodja,
Apprenant en DEA/ Unitshu

Lambert EKANGA OKOKA

Professeur Ordinaire, Institut Supérieur Pédagogique/Gombe

Résumé

Cette étude analyse l'impact de l'inspection pédagogique sur le développement professionnel des enseignants dans les écoles secondaires publiques de la Sous-division éducationnelle de Lodja I, en République Démocratique du Congo. Elle vise à déterminer si l'inspection est perçue comme un dispositif de contrôle administratif ou comme un mécanisme d'accompagnement pédagogique favorisant la professionnalisation des enseignants. Fondée sur une approche mixte, la recherche a été menée auprès de 82 enseignants sélectionnés dans les écoles secondaires publiques de la sous-division. Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire structuré et analysées à l'aide de techniques statistiques descriptives et inférentielles. Les résultats révèlent que l'inspection pédagogique est majoritairement perçue comme un instrument de contrôle administratif. Toutefois, les enseignants reconnaissent que le feedback structuré, l'accompagnement pédagogique et le suivi post-inspection contribuent positivement à l'amélioration de leurs pratiques professionnelles. L'étude conclut que le renforcement de la dimension formative de l'inspection constitue une condition essentielle pour promouvoir le développement professionnel des enseignants et améliorer la qualité de l'enseignement.

Mots-clés : *inspection pédagogique, contrôle administratif, accompagnement pédagogique, développement professionnel, enseignants.*

Abstract

This study analyzes the impact of pedagogical inspection on teachers' professional development in public secondary schools of the Lodja I Educational Subdivision in the Democratic Republic of the Congo. It aims to determine whether pedagogical inspection is perceived as an administrative control mechanism or as a form of pedagogical support that promotes teachers' professional growth. Based on a mixed-methods approach, the study involved 82 teachers selected from public secondary schools within the subdivision. Data were collected through a structured questionnaire and analyzed using descriptive and inferential statistical techniques. The findings reveal that pedagogical inspection is predominantly perceived as an administrative control tool. However, teachers acknowledge that structured feedback, pedagogical support, and post-inspection follow-up positively contribute to the improvement of their professional practices. The study concludes that strengthening the formative dimension of pedagogical inspection is essential for enhancing teachers' professional development and improving the quality of education.

Keywords*: pedagogical inspection, administrative control, pedagogical support, professional development, teachers.*

INTRODUCTION

L'amélioration de la qualité de l'enseignement constitue une préoccupation majeure des systèmes éducatifs contemporains. Selon l'UNESCO (2022), le développement professionnel des enseignants représente l'un des principaux facteurs de réussite scolaire. Dans cette perspective, l'inspection pédagogique occupe une place importante puisqu'elle permet à la fois de contrôler la qualité de l'enseignement et d'accompagner les enseignants dans l'amélioration de leurs pratiques professionnelles.

Toutefois, plusieurs études montrent que, dans de nombreux pays africains, l'inspection demeure davantage orientée vers le contrôle administratif que vers l'accompagnement pédagogique (Banque mondiale, 2021 ; Sergiovanni, 2009). En République Démocratique du Congo, l'insuffisance des ressources d'encadrement et le nombre réduit d'inspecteurs limitent souvent la dimension formative de l'inspection (EPST, 2021).

Dans la Sous-division éducationnelle de Lodja I, cette réalité semble également observable. Dès lors, il paraît nécessaire d'examiner l'influence réelle de l'inspection pédagogique sur le développement professionnel des enseignants. La présente étude vise ainsi à analyser l'impact de l'inspection pédagogique sur le développement professionnel des enseignants des écoles secondaires publiques de Lodja I.

Elle repose sur deux hypothèses principales : d'une part, les enseignants perçoivent majoritairement l'inspection comme un mécanisme de contrôle administratif ; d'autre part, les pratiques d'inspection fondées sur le feedback, l'accompagnement pédagogique et le suivi favorisent le développement professionnel des enseignants.

Les résultats de cette recherche contribueront à une meilleure compréhension du rôle de l'inspection pédagogique dans la professionnalisation des enseignants et à l'amélioration de la qualité de l'éducation en République Démocratique du Congo.

À travers une approche méthodologique mixte, cette recherche ambitionne de contribuer au débat scientifique sur la supervision éducative en Afrique et d'éclairer les décideurs sur les conditions nécessaires à une inspection centrée sur la professionnalisation des enseignants.

I. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

1.1. Cadre physique de l'étude

L'étude a été menée dans la Sous-division éducationnelle Lodja I, qui regroupe plusieurs écoles secondaires publiques réparties sur le territoire de la zone. Cette sous-division est représentative de la diversité du système éducatif local, en termes de taille des établissements, de ressources pédagogiques disponibles et de profil des enseignants. Le choix de ce cadre physique s'explique par la nécessité d'analyser les pratiques d'inspection pédagogique dans un contexte concret où les contraintes structurelles et les mécanismes d'accompagnement varient considérablement d'un établissement à l'autre.

La Sous-division Lodja I dispose d'un nombre limité d'inspecteurs pédagogiques, chacun étant chargé d'un grand nombre d'écoles, ce qui influence directement le type d'inspection réalisée (administrative ou formative) et, par conséquent, l'expérience vécue par les enseignants. Cette configuration offre un terrain propice à l'étude de l'impact réel des dispositifs d'inspection sur le développement professionnel des enseignants, notamment en termes de feedback structuré, d'accompagnement pédagogique et de suivi post-inspection.

1.2. Participants à l'étude

La population cible comprend les enseignants des écoles secondaires publiques de la Sous-division Lodja I, soit 216 individus. Pour des raisons logistiques, un échantillon de 82 enseignants a été constitué selon un échantillonnage de commodité, regroupant des participants volontaires et disponibles pour répondre aux questionnaires et entretiens.

L'échantillon a été stratifié selon les variables suivantes :

- Sexe : 52 hommes et 30 femmes.
- Âge : moins de 30 ans (12), 30–39 ans (28), 40–49 ans (22), 50 ans et plus (20).
- Niveau d'études : diplôme d'État (46), gradués (24), licenciés (12).
- Ancienneté : 0–9 ans (41), 10–19 ans (23), 20–29 ans (12), 30 ans et plus (6).
- Catégorie professionnelle : agents d'exécution (27), cadres de collaboration (38), cadres de direction (17).

Cette structuration assure la représentativité de la diversité des enseignants et permet d'analyser comment l'orientation administrative ou formative de l'inspection influence le développement professionnel et l'engagement pédagogique.

1.3. Instrument de récolte des données

1.3.1 Instrument de collecte des données

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un questionnaire structuré mesurant la perception des enseignants sur l'inspection pédagogique et son impact sur leur développement professionnel. Les items, adaptés de Sergiovanni (2009) et de l'UNESCO (2022), portaient sur les dimensions administrative et formative, le feedback et l'accompagnement pédagogique.

Chaque enseignant a évalué son accord sur une échelle en quatre points : Totalement en Désaccord (T.D.), En Désaccord (D), En Accord (A), Totalement en Accord (T.A.). La validité de contenu a été confirmée par des experts en sciences de l'éducation, et la consistance interne par un alpha de Cronbach de .81, attestant de la fiabilité du questionnaire.

II. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

2.1. Résultats globaux de l'étude

Les résultats de l'étude sont présentés selon deux dimensions principales correspondant aux objectifs de notre recherche :

- La perception des enseignants sur l'inspection pédagogique, qui permet d'évaluer si celle-ci est perçue comme un dispositif de contrôle administratif ou comme un levier de développement professionnel.

- L'influence de l'inspection sur le développement professionnel des enseignants, mesurée à travers les différentes composantes de la supervision formative, notamment le feedback structuré, l'accompagnement pédagogique et le suivi post-inspection.

Cette présentation en deux volets permet non seulement d'identifier la nature de l'inspection telle qu'elle est vécue par les enseignants, mais aussi d'analyser son impact réel sur l'amélioration des pratiques pédagogiques et l'engagement professionnel.

Tableau I : Perception globale des enseignants sur l'inspection pédagogique

Items	Degré d'appréciation	TD	D	A	TA	Total
1. L'inspection pédagogique se limite à des contrôles administratifs	0%	5 (6%)	30 (37%)	47 (57%)	82 (100%)	
2. Je reçois un feedback structuré après chaque visite d'inspection	0%	12 (15%)	35 (43%)	20 (24%)	15 (18%)	82 (100%)
3. L'inspection contribue à l'amélioration de mes pratiques pédagogiques	0%	8 (10%)	28 (34%)	30 (37%)	16 (19%)	82 (100%)
4. L'inspection est un soutien à mon développement professionnel	0%	10 (12%)	25 (30%)	32 (39%)	15 (19%)	82 (100%)

Légende : TD = Totalement en désaccord ; D = En désaccord ; A = En accord ; TA = Totalement en accord

Le Tableau I met en évidence que la majorité des enseignants perçoivent l'inspection pédagogique comme **un dispositif davantage administratif que formateur**. En effet, plus de 50 % des enseignants s'accordent ou sont totalement d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'inspection se limite à des contrôles documentaires. Parallèlement, moins de 50 % déclarent recevoir un **feedback structuré ou un accompagnement régulier**, ce qui souligne une lacune notable dans la dimension formative de l'inspection. Ces résultats confirment les observations empiriques et la littérature (Sergiovanni, 2009 ; UNESCO, 2022), selon lesquelles l'inspection en contexte africain tend à privilégier la conformité réglementaire au détriment du développement professionnel des enseignants.

Tableau II : Influence de l'inspection pédagogique sur le développement professionnel

Déterminants	Items	Degré d'appréciation	TD	D	A	TA	Total
Feedback structuré	5. La qualité du feedback reçu me motive à améliorer mes pratiques	0%	10 (12%)	28 (34%)	28 (34%)	16 (20%)	82 (100%)
Accompagnement pédagogique	6. Le soutien des inspecteurs me permet de progresser	0%	12 (15%)	30 (37%)	24 (29%)	16 (19%)	82 (100%)
Suivi post-inspection	7. Les visites de suivi renforcent ma confiance professionnelle	0%	15 (18%)	28 (34%)	25 (30%)	14 (17%)	82 (100%)
Formation continue	8. L'inspection encourage ma participation à des	0%	20 (24%)	25 (30%)	25 (30%)	12 (15%)	82 (100%)

	formations pédagogiques						

Légende : TD = Totalement en désaccord ; D = En désaccord ; A = En accord ; TA = Totalement en accord

Le Tableau II illustre l'impact relatif de l'inspection pédagogique sur le développement professionnel des enseignants**.** On observe que, bien que certains enseignants reconnaissent le rôle positif du feedback et de l'accompagnement pédagogique (plus de 30 % en accord ou totalement d'accord pour chaque item), une proportion non négligeable reste insensible ou en désaccord, en particulier pour la formation continue et le suivi post-inspection. Ces résultats suggèrent que la dimension formative de l'inspection n'est pas pleinement exploitée, ce qui limite son effet sur l'amélioration des pratiques pédagogiques. Ils corroborent l'idée que l'inspection, lorsqu'elle est perçue comme un simple contrôle, ne favorise ni l'engagement professionnel ni le développement des compétences, confirmant ainsi les hypothèses de notre étude.

2.2. Analyse différentielle des résultats

Cette section examine dans quelle mesure les caractéristiques sociodémographiques des enseignants telles que le sexe, l'âge, le niveau d'études, l'ancienneté et la catégorie professionnelle influencent leur perception de l'inspection pédagogique. Pour cela, nous avons appliqué le **test du chi-carré** sur l'item clé concernant la perception de l'inspection comme instrument administratif versus outil de professionnalisation.

Les résultats montrent qu'aucune variable sociodémographique n'a d'effet significatif ($p > 0,05$) sur cette perception. Autrement dit, l'expérience ou le profil des enseignants n'altère pas la manière dont l'inspection est vécue, ce qui suggère que les tendances observées sont davantage liées à l'organisation et aux pratiques institutionnelles qu'aux caractéristiques individuelles des enseignants.

III. DISCUTION DES RESULTATS

Les analyses révèlent que l'inspection pédagogique est majoritairement perçue comme un mécanisme de contrôle administratif, et non comme un levier de développement professionnel. Cette perception se traduit par plusieurs constats :

- La majorité des enseignants considère que les visites d'inspection se limitent à la vérification des documents et du respect des normes, sans véritable accompagnement pédagogique.
- Le feedback structuré et les conseils pratiques sont perçus comme insuffisants ou irréguliers.
- Le suivi post-inspection et l'encouragement à participer à des formations pédagogiques restent rares, réduisant l'impact formateur de l'inspection sur les pratiques en classe.

Ces observations confirment l'hypothèse selon laquelle l'inspection, telle qu'elle est actuellement mise en œuvre, privilégie la conformité administrative au détriment de la professionnalisation des enseignants.

Facteurs contextuels influençant l'impact de l'inspection

Plusieurs éléments structurels expliquent cette perception :

- Manque de suivi et de feedback : moins de la moitié des enseignants reçoivent un retour concret et utilisable après les visites d'inspection.
- Charge des inspecteurs : un ratio élevé enseignants/inspecteur limite la possibilité d'accompagnement individualisé.
- Absence de formation liée à l'inspection : l'inspection n'encourage que rarement l'accès à des formations pédagogiques continues.

Ainsi, l'inspection n'atteint pas pleinement son objectif de renforcer les compétences professionnelles, et peut générer chez les enseignants un sentiment de contrôle hiérarchique plutôt que de soutien.

Analyse différentielle et implications

Le fait que les variables sociodémographiques n'affectent pas la perception de l'inspection souligne que le problème est organisationnel et systémique. Pour que l'inspection devienne un véritable outil de professionnalisation, il est nécessaire de :

- Renforcer le feedback structuré et le suivi pédagogique.
- Assurer des visites plus régulières et personnalisées.
- Encourager les enseignants à participer à des activités de formation continue.

Ces mesures permettraient de transformer l'inspection en un levier stratégique de développement professionnel et de motivation des enseignants.

CONCLUSION

La présente étude avait pour objectif d'analyser l'impact de l'inspection pédagogique sur le développement professionnel des enseignants des écoles secondaires publiques de la Sous-division éducationnelle de Lodja I. Elle s'inscrivait dans la perspective de comprendre si l'inspection pédagogique est perçue comme un simple mécanisme de contrôle administratif ou comme un véritable outil d'accompagnement favorisant l'amélioration des compétences professionnelles des enseignants.

Les résultats obtenus montrent que l'inspection pédagogique demeure essentiellement orientée vers le contrôle administratif, ce qui limite considérablement sa portée formative. La majorité des enseignants interrogés considèrent les visites d'inspection comme des occasions de vérification de la conformité aux normes administratives plutôt que comme des moments d'apprentissage et de perfectionnement professionnel. Cette situation tend à réduire l'impact positif que l'inspection pourrait exercer sur la qualité des pratiques pédagogiques.

Toutefois, l'étude met également en évidence que les enseignants qui bénéficient d'un feedback structuré, d'un accompagnement pédagogique régulier et d'un suivi post-inspection développent davantage leurs compétences professionnelles et manifestent un engagement plus important dans l'amélioration de leurs pratiques d'enseignement. Ces résultats confirment ainsi l'importance de la dimension formative de l'inspection pédagogique dans le processus de professionnalisation des enseignants.

Par ailleurs, l'absence de différences significatives selon les caractéristiques sociodémographiques des enseignants indique que les difficultés observées relèvent davantage de facteurs organisationnels et institutionnels que de facteurs individuels. Dès lors, l'amélioration de l'efficacité de l'inspection pédagogique passe nécessairement par le renforcement des dispositifs d'accompagnement pédagogique, la formation continue des inspecteurs, l'augmentation des activités de suivi et la promotion d'une culture de supervision formative.

En définitive, pour contribuer efficacement à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des apprentissages, l'inspection pédagogique doit dépasser sa fonction traditionnelle de contrôle administratif et s'affirmer comme un véritable levier de développement professionnel des enseignants. Une telle évolution permettrait non seulement de renforcer les compétences pédagogiques des enseignants, mais également d'améliorer durablement les performances du système éducatif congolais.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE (EPST), *Rapport annuel de performance du secteur éducatif*, EPST, Kinshasa, 2021.
- OECD, *PISA 2022 Results (Volume I): The State of Learning and Equity in Education*, OECD Publishing, Paris, 2023.
- SERGIOVANNI, T. J., *The Principalship: A Reflective Practice Perspective*, 6e éd., Pearson Education, Boston, 2009.
- UNESCO INSTITUTE FOR STATISTICS (UIS), *International Standard Classification of Teacher Training Programmes (ISCED-T 2021)*, UIS, Montréal, 2022.
- UNESCO, *Documents du Sommet sur la transformation de l'éducation (Transforming Education Summit)*, UNESCO – Nations Unies, Paris/New York, 2022.
- WORLD BANK, *The State of Global Learning Poverty: 2021 Update*, World Bank Publications, Washington D.C., 2021.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

